



Les Départements, une chance pour la France !

18 septembre 2017

Réunis en Seine-Maritime pour leur seconde rencontre de l'année, les Départements Normands affichent leur solidarité mais aussi leurs ambitions. Ils portent un message clair : Oui, la collectivité départementale a de l'avenir car c'est une collectivité de proximité qui s'occupe du quotidien des gens. Ni l'Etat, ni la Région, ni même les intercommunalités sont en mesure, mieux que les Départements, d'investir chaque année des milliards d'euros pour réduire les inégalités sociales, ordonner les solidarités et conforter une politique de proximité pour répondre aux défis majeurs de notre société.

A contre-courant de ceux qui voudraient voir dans la métropolisation la solution à tous les problèmes d'emplois, de logements, de santé, d'aménagement du territoire, les Présidents des Départements Normands expriment haut et fort le risque d'une France à deux vitesses, avec d'un côté les territoires qui ont les moyens de leur développement et de l'autre des territoires laissés pour compte.

Philippe Bas (Manche), Jean-Léonce Dupont (Calvados), Christophe de Balorre (Orne), Pascal Lehongre (Eure) et Pascal Martin (Seine-Maritime) militent ainsi pour une pause dans les réformes territoriales et pour un droit d'inventaire sur les conséquences de la loi NOTRe : « Vouloir simplifier le paysage institutionnel n'est pas une fin en soi. Ce qui compte, c'est l'amélioration durable des conditions de vie de nos concitoyens. Sur ce point, nous disons que l'expertise et le savoir-faire des Départements dans le domaine des solidarités sont irremplaçables et constituent le socle du modèle de protection sociale de notre Nation »

C'est dans cet esprit que les cinq présidents font des propositions au Gouvernement d'Edouard Philippe. Ils sont prêts à signer un pacte social, un contrat d'objectifs et de moyens avec l'Etat au travers duquel ils proposent que soit jugée leur efficience à réduire les inégalités : « Nous avons besoin de stabilité dans nos rapports avec l'État et d'une véritable relation de partenariat. Les missions de cohésion sociale qui nous ont été confiées doivent se traduire, au-delà des lois et des décrets d'application, par un contrat de confiance entre le Gouvernement et ses Départements ».

Ils revendiquent par ailleurs, au nom du droit à l'expérimentation promu par le Président de la République, un rôle moteur dans les réponses à apporter aux grands défis actuels qui touchent notre modèle social : la lutte contre la radicalisation, la gestion des flux migratoires, le financement des allocations individuelles de solidarité? :

« Sur tous ces sujets, nous nous reconnaissons une compétence particulière. Par nos expérimentations et nos propositions, nous sommes en mesure d'apporter à l'Etat une partie des solutions. La capacité des Départements à se saisir de tels sujets est une chance pour notre Pays »

L'ambition du G5 Normand sera portée à la connaissance de l'Assemblée des Départements de France lors de son congrès de Marseille les 18,19 et 20 octobre prochain :

« Nous voulons, par nos propositions, susciter l'adhésion des Départements français. Le Pays doit savoir qu'il peut compter sur ses Départements dans une conjoncture difficile où nous pensons que la stabilité historique de nos collectivités est un indéniable atout ».

Au-delà, les Présidents du G5 ont profité de leur rencontre à Clères ce 15 septembre 2017 pour dresser le bilan de leurs actions et réflexions communes dans plusieurs domaines : politique d'achat et de marchés publics, habitat, gestion de l'eau et des milieux aquatiques et politique de la pêche.

Source : Communiqué G5 Normand